

Contre l'acte II du Macronisme, construire les résistances, regrouper la gauche qui lutte (Communiqué du NPA 65)

La séquence électorale à peine refroidie, Macron a réaffirmé sans surprise qu'il maintiendrait le cap avec la mise en œuvre de « l'acte II » de son quinquennat, qui n'est autre que la poursuite et l'intensification des attaques contre le monde du travail. Il y a urgence à mettre un frein à cette logique mortifère. Il y a urgence à fédérer les résistances pour faire reculer ce gouvernement des riches et construire une perspective anticapitaliste et internationaliste.

Faire payer la majorité pour garantir les profits

Alors qu'en février, le mouvement des gilets jaunes avait contraint le gouvernement à geler la hausse du prix du tarif réglementé d'EDF, celui-ci vient de l'augmenter de 6 %, portant à 50 % la hausse des prix de l'électricité depuis 2007. Cette hausse est justifiée au nom du sacro-saint principe de concurrence dont les capitalistes aiment à nous répéter qu'elle est nécessaire pour faire baisser les prix. Mais en réalité, pour éviter la faillite des fournisseurs alternatifs et pour garantir des profits suffisants à ces groupes capitalistes qui ne produisent pas d'électricité et se fournissent à EDF, on va faire payer davantage les consommateurs/trices. Cette mesure est d'autant plus indigne qu'elle concerne un bien de première nécessité et qu'elle va encore dégrader les conditions de vie des plus pauvres.

C'est aussi la marque d'un mépris formidable envers des centaines de milliers de personnes qui, depuis plus de six mois, sont descendus dans la rue, ont occupé des ronds-points pour mettre un frein à la dégradation de leurs conditions de vie. Contre ce mécano capitaliste, il faut d'urgence imposer un grand service public de l'énergie !

Des licenciements et suppressions d'emplois en cascade

Dans la logique capitaliste de la concurrence et du profit, les attaques contre les salariéEs se multiplient. Dans le privé, ce sont des licenciements de masse, à Ascoval, Whirlpool ou General Electric... Des milliers de salariéEs vont ainsi être jetés à la rue par des entreprises qui se gavent d'argent public en bénéficiant d'exonérations, de cadeaux fiscaux... au nom du prétendu maintien de l'emploi !

Le secteur public n'est pas non plus épargné, car à terme, Macron et le patronat rêvent d'une gestion privée des services publics. La réforme de la fonction publique adoptée il y a quelques jours s'inscrit dans cette logique de

précarisation de l'emploi, avec un recours généralisé à la contractualisation et des suppressions de postes à la clé dans les écoles, les hôpitaux, à la SNCF...

Tout cela sans oublier les menaces qui pèsent sur les retraites ou l'assurance chômage !

S'unir pour agir

Gilets jaunes, enseignantEs, jeunes... TouTEs se sont mobilisés ces derniers mois autour de revendications sociales, démocratiques ou écologiques. Pour nos grèves et mobilisations, contre les projets de réformes gouvernementales, contre la répression, contre la menace de l'extrême droite, pour l'accueil des migrantEs, pour l'égalité des droits, pour la justice climatique, ces luttes doivent franchir un palier.

Pour les aider, pour ouvrir de nouvelles perspectives, il faut unir nos forces, les coordonner. L'ensemble de la gauche sociale et politique - organisations, courants, équipes militantes -, toutes celles et ceux qui n'ont pas renoncé à changer cette société, doivent se regrouper et mener ensemble toutes les actions possibles pour faire reculer Macron et ses amis les patrons.

Pour construire une gauche radicale, indépendante des institutions, anticapitaliste et internationaliste, nous avons besoin de débattre, d'échanger, de confronter les propositions à la lumière des mobilisations. Il y a urgence !

Le NPA65, mardi 4 juin 2019